

# L'UE veut désarmer les Européens : pour qu'ils se fassent tuer plus vite ?



Des fonctionnaires de la Commission européenne veulent désarmer les citoyens légalement détenteurs d'armes. Sans doute pour les conduire plus facilement à l'abattoir islamique.

Les Padamalgames de l'Europe vérolée, repus et gavés de nos subventions, n'ont pas hésité à faire l'odieux amalgame entre terroristes islamistes et honnêtes tireurs pour les dépouiller de leur armement et de leur passion.

Si depuis des décennies, les gouvernants se sont acharnés à désarmer la population <http://ripostelaique.com/plaidoyer-pour-le-port-darmes-aux-francais.html> jusqu'à d'ailleurs anéantir l'activité armurière et nos arsenaux militaires, ils ont franchi l'ultime limite : celle de vouloir conduire les Français à l'abattoir islamique. C'est faire peu de cas de leur instinct, car le droit à défendre sa peau est inné ; Cicéron à la 8'

<https://www.youtube.com/watch?v=h0l1EYgeH8M>

A l'heure où justement le peuple n'a plus confiance en ceux qui étaient et sont en charge de sa sécurité, c'est à dire premièrement les présidences Sarkozy et Hollande, parce que complices actifs de l'islamisation de la France ; deuxièmement, le terrible aveu du général Vincent Desportes La dernière bataille de France (Galimard) – lettre aux Français qui croient encore être défendus -.

Ajoutons que lorsque l'armée française est employée à dessein à des missions qui ne la concernent pas comme l'opération Sentinelle (terme au demeurant inadapté), les Français ont

davantage intérêt à former une Milice citoyenne ou une Garde nationale, n'ergotons pas sur les termes, pourvu qu'il s'agisse de supplétifs formés et armés. Pas des mickeys, des médiateurs ou des sémaphores! Nous n'avons pas besoin de fleurs, de bougies et de prières, mais d'armes et de munitions, sinon à quoi sert d'avoir donné 12 ou 24 mois de notre jeunesse au service militaire pour défendre la patrie?

<http://ripostelaique.com/pour-une-riposte-armee-et-une-reforme-de-la-legitime-defense.html>

<http://ripostelaique.com/cest-guerre-me-bats-quoi.html>

C'est dans ce contexte de GUERRE EN FRANCE et EN EUROPE, cette fois-ci, que des traîtres, au Parlement européen ont l'audace de proposer la révision de la directive 2008/51/EC sur les armes à feu, contenue dans le MEMO-15-6111, dans le cadre de l'agenda de sécurité établi le 28 avril 2015.

L'Union Nationale des Propriétaires d'Armes de Chasse et de Tir réagit fermement...

C'est l'UNPACT [http://www.unpact.net/?L-actualit-e\\_de\\_l-UNPACT](http://www.unpact.net/?L-actualit-e_de_l-UNPACT)

qui a levé le lièvre et vient de s'adresser de toute urgence à ses adhérents : « Nous souhaitons évoquer cette actualité et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur nos passions, faisant appel à l'union de tous ceux qui sont concernés par l'avenir de la détention légale d'armes par les particuliers respectueux des lois ». Et de préciser : « Les fonctionnaires de Bruxelles se précipitent comme des vautours ignobles sur les événements de vendredi soir dernier à Paris pour lancer une proposition visant à restreindre les droits des détenteurs d'armes légales. Il est fondamental et critique de mobiliser immédiatement l'ensemble des parlementaires que nous avons élus pour contrer cette initiative scandaleuse et totalement déconnectée de la réalité des faits.

Vous trouverez ci-dessous le texte d'un message à envoyer à vos députés européens dont vous trouverez la liste et les adresses e-mail dans ce document :

[http://www.europarl.fr/resource/static/files/PDF/annuaire\\_deputes2014.pdf](http://www.europarl.fr/resource/static/files/PDF/annuaire_deputes2014.pdf)

De cette proposition, il ressort au paragraphe 3 « What

changes to the firearm directive is the Commission proposing today » une évidente contradiction entre le prétexte invoqué (l'usage d'armes automatiques illégales) et l'objectif réel (la prohibition des armes semi-automatiques légales). Cette prohibition des armes légales n'a évidemment aucune chance d'avoir le moindre impact sur les risques induits par l'arrivée d'armes illégales au travers des frontières poreuses de l'espace Schengen.

Les détenteurs d'armes légales – chasseurs, tireurs, collectionneurs – comptent sur leur représentation au Parlement européen pour ne pas devenir des victimes collatérales du terrorisme et résister à l'influence excessive des personnels non élus de la Commission européenne.

... et avertit :

« Nous devons rester très vigilants quant aux résultats de cet état d'urgence. Il sera facile pour certains d'aller chercher les armes des tireurs et des chasseurs pour faire du « résultat » ou du « buzz » à bon compte plutôt que d'aller chercher les armes DANS LES MAINS DES ASSASSINS.

Nous avons toujours voulu rester apolitiques, car les passions de nos adhérents – tireurs, chasseurs et collectionneurs – sont pratiquées par des citoyens sans distinction de couleur politique.

Mais nous ne pourrions rester neutres si le gouvernement décidait de nous faire passer pour une composante de ce drame, nous désignant indirectement mais sans ambiguïté à l'opprobre publique en s'en prenant au patrimoine des détenteurs légaux d'armes à cette occasion.

En effet, en plus de bafouer notre honneur, cela marquerait une grave atteinte aux libertés individuelles sans aucun impact positif sur la sécurité des citoyens et serait le signe d'une dérive que nous ne pourrions pas accepter sans réaction.

Nous soutiendrons les autorités dans la difficile lutte contre le terrorisme aveugle qui frappe le pays tout entier, mais nous refuserons que des citoyens honnêtes et respectueux des lois servent de boucs émissaires ou d'otages à une politique mal orientée : PAS D'AMALGAME entre les détenteurs légaux et

les terroristes ! » (le communiqué intégral ICI)

Simultanément à la saisine de vos députés, n'hésitez pas à signer la pétition en ligne sur Change.org ci-dessous

[https://www.change.org/p/council-of-the-european-union-eu-you-cannot-stop-terrorism-by-restricting-legal-gun-ownership?recruiter=429931986&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=share\\_email\\_responsive](https://www.change.org/p/council-of-the-european-union-eu-you-cannot-stop-terrorism-by-restricting-legal-gun-ownership?recruiter=429931986&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_responsive)

Au matin du 7 janvier 2015, des terroristes attaquaient Charlie Hebdo avec des armes automatiques, illégales et non déclarées.

Depuis cette date, l'Europe prépare une nouvelle législation pour interdire les armes à feu semi-automatiques aux citoyens respectueux des lois, bien que ce type d'armes ne soit jamais utilisé par des terroristes ou par le grand banditisme.

Ces derniers préfèrent utiliser des Kalashnikovs automatiques intraquables provenant des trafics d'armes.

La nouvelle législation est dans les tuyaux depuis avril 2015, mais c'est maintenant, le 18 novembre 2015, à peine 5 jours après les derniers attentats à Paris, qu'elle sort.

Les victimes de cette tragédie n'ont même pas encore été enterrés, les criminels pas encore tous arrêtés, l'enquête toujours en cours, que déjà, l'Europe annonce des mesures pour éviter qu'une nouvelle tragédie recommence.

Malheureusement, rien dans ces mesures n'aurait pu éviter ces attentats, puisque aucun d'eux n'a été perpétré avec les armes actuellement légales qui sont visées par cette directive. Rien.

Ce n'est pas logique, et c'est surtout extrêmement injuste.

C'est injuste pour les victimes, c'est injuste pour les citoyens respectueux des lois qui perdent leur propriété et leur passe-temps.

Dites NON à la proposition de loi annoncée le 18 novembre 2015.

N'interdisez pas les armes semi-automatiques sous le prétexte qu'elles « ressemblent aux armes automatiques ».

Nous, les citoyens demandons que l'Europe se concentre sur les vrais problèmes:

- les frontières extérieures de l'Europe ne sont pas protégées.
- certains groupes à l'intérieur de notre population refusent de partager nos valeurs démocratiques et notre culture.
- le trafic des armes illégales prospère à l'intérieur de l'Europe.
- les criminels et terroristes ont plus facilement accès aux armes illégales, que les possesseurs d'armes légitimes ont accès aux armes légales.

Voilà la situation actuelle, et cette nouvelle législation ne fait RIEN pour traiter ces problèmes.

Cette proposition IP-15-6110 du 18 novembre, voulant modifier la directive 91/477/EEC est non seulement populiste par nature, mais également une insulte à nos libertés civiles, et à l'intelligence des citoyens Européens dans leur ensemble.

PETITIONSBRIEF AN:

Council of the European Union

EU : You cannot stop terrorism by restricting legal gun ownership.

**Jacques Chassaing**